

EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE DES CANDIDATS REVISEUR D'ENTREPRISES

SESSION ORDINAIRE – 27 & 28 SEPTEMBRE 2018

EPREUVE ECRITE

1. N'oubliez pas de mentionner votre numéro d'identité personnel anonyme sur l'étiquette de votre fard ainsi que sur chaque feuille d'examen.
2. Veuillez noter vos réponses à chaque question sur une nouvelle feuille séparée.
3. N'oubliez pas de noter le n° de la question à laquelle vous répondez ainsi que le n° de la page sur chaque feuille (cases prévues en haut à droite de chaque feuille).
4. A la fin de l'épreuve, veuillez regrouper vos feuilles de réponse dans l'ordre des questions et donner une numérotation globale aux feuilles remises (en bas, à droite de chaque feuille).
5. Soignez votre écriture et utiliser une encre foncée pour rédiger vos réponses (noir ou bleu).

Vous travaillez dans un cabinet de révision agréé et vous devez prendre position par rapport à un certain nombre de questions, en relation avec :

1. Banques

Énoncé en Partie I	Question 1	5,0 points
	Question 2	8,0 points
	Question 3	8,0 points
	Question 4	4,0 points

2. Normes d'audit

Énoncé en Partie II	Question 5	6,0 points
	Question 6	5,0 points
	Question 7	5,0 points
	Question 8	5,0 points
	Question 9	4,0 points

3. Contrôle interne & gouvernance

Énoncé en Partie III	Question 10	18,0 points
	Question 11	4,0 points
	Question 12	3,0 points

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

4. Consolidation

Énoncé en **Partie IV**

Question 13	5,0 points
Question 14	5,0 points
Question 15	5,0 points
Question 16	4,0 points
Question 17	6,0 points

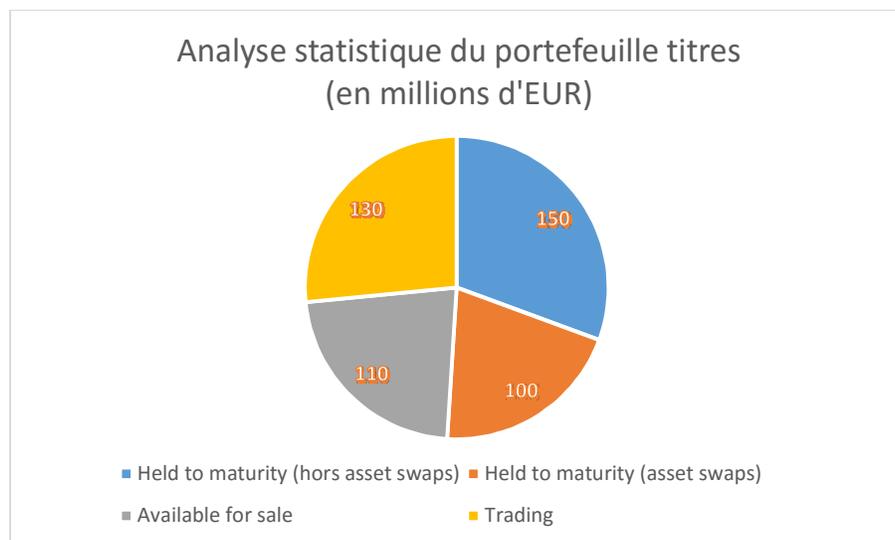
Partie I – Banques

Vous êtes le réviseur d'entreprises de la banque luxembourgeoise Investluxbank SA qui établit ses comptes annuels selon les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

La Banque a une importante activité de marché et détient ainsi un portefeuille propre qui se décompose en :

- un portefeuille de titres détenus jusqu'à leur échéance, majoritairement des obligations bancaires et gouvernementales européennes cotées, de premier ordre ayant au minimum une notation « investment grade ». Certaines de ces positions font l'objet de couverture par un IRS dans le cadre d'Asset Swaps ;
- un portefeuille de titres disponibles à la vente composé d'obligations d'émetteurs « corporate » sans critère de notation concernant la qualité des émetteurs et libellées en diverses devises ;
- un portefeuille de titres détenus à des fins de transaction composé de parts d'organismes de placement collectif et d'actions cotées.

Vous trouverez ci-dessous une analyse des portefeuilles qui a été préparée par votre senior dans le cadre des activités préliminaires à l'audit.



Question 1

Quels sont les principaux risques liés aux activités de marché?

Quels sont ceux auxquels la Banque est le plus confrontée dans le cadre de ses activités spécifiques ?

(5,0 points)

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

Les contrôles internes relatifs à l'activité de marché sont décrits dans le manuel de procédures de la banque. Celui-ci couvre les principaux aspects suivants :

- La définition des fonctions et des responsabilités ainsi que les relations entre les différents opérateurs, services et direction ;
- La désignation des instruments autorisés et la fixation des différentes limites ainsi que leur contrôle ;
- Le traitement administratif des différentes opérations et les contrôles mis en place ;
- La comptabilisation et l'évaluation des opérations.

Dans ce cadre, les traitements des opérations et leurs contrôles sont organisés principalement autour de trois services distincts :

- Un « Front Office » concluant les opérations sur les marchés ;
- Un « Middle Office » assurant le contrôle de ces opérations (suivi des risques, respect des limites...);
- Un « Back Office » assurant le traitement administratif de ces opérations, leur correct dénouement et le suivi des relations avec les dépositaires.

Question 2

Dans le cadre de l'audit de cette activité de marché et après consultation avec votre associé, vous avez décidé de mettre en place une approche d'audit basée en grande partie sur les contrôles internes.

Il vous est donc demandé de :

- a) rédiger un plan de travail afin de couvrir les contrôles internes clefs vous permettant de construire votre assurance d'audit relative à cette activité. Dans ce cadre, vous devrez vous concentrer sur les assertions suivantes : existence et évaluation.

Par ailleurs, vous devrez également :

- b) détailler les travaux supplémentaires que vous devez effectuer dans les cadres des principales dispositions réglementaires sur lesquelles vous devez vous prononcer dans le compte rendu analytique de révision.

(8,0 points)

Question 3

Vos travaux sur les contrôles internes donnent des résultats satisfaisants concernant les contrôles liés à l'existence des positions ainsi qu'à la valorisation des titres cotés. Concernant les titres non cotés du portefeuille disponible à la vente, une série de déficiences a été notée concernant la régularité de la mise à jour des évaluations et la qualité des analyses de crédit des émetteurs concernés.

Dans ce cadre, il vous est demandé :

- a) d'expliquer succinctement les conséquences de ces déficiences relevées sur la suite de votre audit ; et
- b) de développer un programme de travail substantif adapté couvrant les assertions existence et valorisation du portefeuille titres.

(8,0 points)

Question 4

Suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 9 à compter du 1^{er} janvier 2018, la classification et la méthode d'évaluation du portefeuille disponible à la vente est-elle encore possible ?

Quelles sont alors les choix offerts à la banque et quel en sera l'impact sur ses comptes?

(4,0 points)

Partie II – Normes d’audit

Vous êtes le chef de mission responsable de la révision de la société luxembourgeoise ABC. Vous avez terminé la révision sur place et avez commencé à rédiger une note de synthèse que vous souhaitez communiquer à l’associé signataire des comptes pour discussion. Au cours de votre révision, votre équipe et vous-même avez relevé certains points que vous allez inclure dans la note de synthèse.

Vous avez détecté au cours de vos travaux que la société ABC a consenti à un de ses clients la vente de biens à des conditions tarifaires et des délais de règlement très avantageux. Ce client de la société est détenu par un actionnaire minoritaire de la société ABC. Cette transaction n’avait pas été portée à votre connaissance par la direction de la société ABC.

Question 5

L’associé signataire vous demande de préciser les points suivants dans la note de synthèse :

- Quelles sont les procédures d’audit que vous avez effectuées spécifiquement sur cette transaction ?
- Quelles sont les procédures d’audit supplémentaires que vous avez déclenchées à la suite de l’identification de cette transaction ?
- Quelle communication à la direction et à ceux en charge de la gouvernance recommandez-vous ?
- Quelles informations relatives à cette transaction souhaitez-vous voir figurer dans les comptes ? Vous distinguerez dans votre réponse les informations nécessaires selon le référentiel IFRS et selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg.

(6,0 points)

Lors de la révision des comptes de l’année précédente, un cas de fraude a été détecté par votre équipe d’audit. Précisément la direction financière de la société ABC avait en fin d’année artificiellement gonflé le niveau du chiffre d’affaires avec un client par l’enregistrement de factures qui ont été annulées sur la période suivante. De fait, l’associé signataire et vous-même avez établi au cours de la phase d’évaluation des risques et de planification que le risque de fraude au sein de la société est un risque d’audit élevé.

Question 6

L’associé signataire vous a demandé en début d’audit de prêter une attention particulière à ce risque de fraude et vous demande de lui décrire dans la note de synthèse, les procédures d’audit que vous avez effectuées, sur le cycle des ventes.

Vous distinguerez dans votre réponse les procédures d’audit que vous avez entreprises

- Au sein de l’équipe d’audit,
- Après de la direction de la société,
- Après de ceux en charge de la gouvernance,
- Pour répondre au risque de « management override of controls ».

(5,0 points)

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

Au cours de vos échanges pendant la mission, la direction de la société vous a fait part de son souhait de mettre en place une fonction d'audit interne au sein de la société. La direction souhaite en effet qu'à l'avenir, certains travaux de révision externe puissent s'appuyer sur les conclusions des travaux de l'audit interne. La mise en place de cette fonction n'affecte pas la révision en cours.

Question 7

Pour lui permettre de poursuivre la discussion sur cette question avec la direction, l'associé signataire vous demande de préciser, dans la note de synthèse, les points suivants :

- Les conditions pour que les travaux de l'auditeur interne puissent être, à l'avenir, utilisés par l'auditeur externe
- Le type de procédures qu'en tant que réviseur externe vous appliquerez sur les travaux de l'auditeur interne
- Des exemples de travaux de l'audit interne que vous pourriez utiliser
- Le type de documentation que vous allez souhaiter inclure dans votre dossier d'audit et relative aux travaux de l'audit interne

(5,0 points)

Au terme de vos travaux d'audit, vous avez constaté que la société est en situation financière précaire. Le bilan de clôture montre une situation négative avec un endettement élevé et des échéances de remboursement importantes dans les deux prochaines années. La direction de la société a préparé un plan financier qui doit vous permettre d'évaluer la poursuite des activités de la société.

Question 8

L'associé signataire vous demande, dans la note de synthèse, de préciser les éléments suivants :

- Quelles sont les procédures d'audit que vous avez effectuées sur le plan financier prévisionnel ?
- Quelle doit être la période minimale couverte par ce plan financier ?
- Quelles sont les conséquences sur l'opinion d'audit et sur les notes aux comptes dans les deux situations suivantes :
 - 1) la poursuite des activités est démontrée ?
 - 2) la poursuite des activités n'est pas démontrée ?

L'associé signataire prendra la responsabilité du choix en fonction du résultat des procédures d'audit que vous aurez effectuées.

- Quels doivent être le protocole et le contenu de la communication avec ceux en charge de la gouvernance sur cette question de la poursuite des activités ?

(5,0 points)

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

L'associé signataire vous a demandé, dans la phase de planification, d'être particulièrement attentif à la revue des événements postérieurs à la clôture. En effet dans le passé, certaines exceptions avaient pu être notées dans la comptabilisation et/ ou dans la description d'événements survenus après la date de clôture.

Question 9

Il souhaite que votre note de synthèse précise explicitement :

- quels sont les types et exemples de procédures qui ont été effectuées au cours de votre revue des événements postérieurs à la clôture.
- quelle période est concernée par cette revue : avant et après l'arrêté des comptes, avant et après l'opinion d'audit

(4,0 points)

Partie III – Aspects de contrôle interne et de gouvernance dans une société opérationnelle

Tout Outillage (TO) est une société cotée à la Bourse de Luxembourg qui distribue une gamme d'outillage léger directement à des clients du secteur de la construction. TO existe depuis plus de 20 ans et elle a connu une croissance soutenue grâce à l'expansion de sa gamme de produits. TO vend à des clients de partout en Europe (sauf en Allemagne, où le groupe n'a jamais réussi à s'implanter) à partir de son seul établissement, situé à Steinsel. Elle réalise un chiffre d'affaires de 80 MEUR et dispose de 800 salariés.

Les actions de TO, après une OPA lancée par un groupe d'investisseurs internationaux, ne sont plus cotées à la Bourse depuis juin 2017. Peu après être redevenue une entreprise privée, en septembre 2017, TO a fait l'acquisition de la société française Equipement Lourd sur Mesure (ELM), une société qui fabrique de la machinerie lourde sur mesure (grues, équipement minier, etc.). Il s'agit d'une acquisition importante pour TO qui lui a permis de doubler son chiffre d'affaires, ses actifs et le nombre de salariés (sans, malheureusement, améliorer sa présence en Allemagne). L'acquisition d'ELM a été financée à 50% par une dette obligataire émise sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg (date de la cotation : 15 septembre 2017).

Nous sommes à la mi-novembre et vous êtes affecté à la révision de TO et avez été invité par l'associée responsable à assister à une réunion avec l'administrateur-délégué de TO, M. Luigi Exécutif. L'objet de la réunion est de parler des répercussions de l'acquisition de ELM pour TO et ses activités et d'en évaluer l'incidence sur votre travail de vérification de fin d'exercice.

Lors de la réunion, M. Exécutif confie qu'il savait que l'acquisition rapide d'ELM par TO pouvait présenter certains risques, car le temps manquait pour faire une due diligence complète et détaillée. À l'époque, des rumeurs d'offres concurrentes circulaient et TO tenait beaucoup à acquérir ELM. M. Exécutif avoue aussi qu'il craint que l'intégration des activités de ELM à celles de TO s'avère un peu difficile. Même si les deux entreprises œuvrent dans le secteur de la construction, la fabrication sur mesure de machinerie lourde est très différente des activités de distribution de TO. M. Exécutif admet qu'il trouve certains des contrats de ELM difficiles à comprendre.

En outre, la culture d'entreprise de ELM lui semble très peu sophistiquée et entrepreneuriale, ce qui est très différent de la philosophie de TO, qui est axée sur un fort leadership et le respect des politiques, attitude qui émane de la haute direction et du comité d'audit. M. Exécutif mentionne également que le conseil d'administration de TO et son comité d'audit partagent ses vues. En plus de lui confier la révision des comptes de fin d'exercice au 31 décembre 2017, le comité d'audit a convenu de demander à votre cabinet de préparer immédiatement une évaluation préliminaire de l'environnement de contrôle de ELM et de formuler des recommandations en vue de l'améliorer. Les notes détaillées que vous avez prises lors de la réunion sont reproduites à l'Annexe I.

À votre retour au bureau, l'associée suggère que vous organisiez une rencontre avec le directeur financier d'ELM. Deux jours plus tard, vous rencontrez ce dernier pour obtenir une meilleure compréhension des activités d'ELM. Il est évident dès le début que la façon

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

dont le directeur financier voit l'entreprise est très différente de ce à quoi vous êtes habitué chez TO. Lorsque vous lui demandez des précisions concernant le processus d'obtention des contrats et la façon dont ELM comptabilise les contrats complexes, il vous en donne un bref aperçu, mais dévie rapidement vers les excellents bénéfices de ELM. Il vous dit : « *Chez ELM, c'est le résultat net qui compte. La façon dont nous y arrivons est moins importante. C'est pourquoi les gens d'TO voulaient tant nous acheter. Ils savent que nous faisons de l'argent... point à la ligne* ». Vous prenez, pendant cette rencontre, les notes détaillées reproduites à l'Annexe II.

Question 10

a) Le lendemain, vous rencontrez l'associée et lui résumez votre conversation avec le directeur financier de ELM. Compte tenu de certains commentaires, elle vous demande de préparer à l'attention de M. Exécutif un **mémo** qui reprend toutes les **faiblesses identifiées au niveau du contrôle interne**, les **risques** qu'elles posent et les **recommandations** en vue d'améliorer le contrôle interne.

b) Concernant l'audit, vu la taille similaire de TO et d'ELM, M. Exécutif propose de **doubler simplement votre budget** par rapport à l'audit d'ELM seul. Quel est votre avis ?

(15,0 + 3,0 = 18,0 points)

Question 11

M. Exécutif avait encore deux requêtes spécifiques, qu'il vous avait adressées le 15 juin 2017 par courriel :

a. Concerné par le respect des délais pour l'audit, il propose de **conditionner une partie du budget d'audit** au fait d'émettre les rapports d'audit **avant le 15 mars de chaque année**. Il envisage que 30% du budget d'audit pourrait être rendu variable de cette manière et vous toucheriez 100% du budget si le rapport d'audit est émis avant le 15 mars, avec une décote de 10% pour chaque semaine de retard avec une limite inférieure à 70%.

b. Dans le secteur d'activité d'ELM, il existe encore un petit acteur de niche allemand que M. Exécutif voudrait bien acquérir. Il vous propose de **mandater l'équipe « Corporate Finance/M&A » du cabinet allemand de votre réseau** de suivre cette acquisition et il voudrait motiver cette équipe en proposant des honoraires « au succès » avec un taux de commission d'autant plus élevé que le prix d'acquisition de la cible est plus bas. La mission devrait débiter tout de suite et l'acquisition bouclée avant la fin de l'année.

Votre associée vous demande de préparer une réponse écrite pour ces deux questions à l'attention de M. Exécutif.

(2,0 + 2,0 = 4,0 points)

Question 12

Finalement, M. Exécutif vous indique encore que, comme maintenant les actions de TO ne sont plus cotées, il envisage de proposer au conseil d'administration **d'abolir le comité d'audit dès le 1^{er} janvier 2018**. De plus, il vous lance : « *Vous pouvez aussi prendre une coupe de champagne ce soir avec votre associée car les **règles d'indépendance du règlement européen établi sous le commissaire Barnier ne sont plus applicables**. On pourra donc travailler plus ensemble dans le futur sur des missions autres que la révision de comptes !* »

Que répondez-vous à M. Exécutif ?

(3,0 points)

ANNEXE I

TO – NOTES PRISES LORS DE LA RÉUNION AVEC M. EXECUTIF

- TO et ELM sont pour l'essentiel gérées de façon indépendante, et les deux sociétés possèdent des systèmes d'information et de comptabilité différents. M. Exécutif penche pour l'intégration de la gestion des deux sociétés à l'avenir, mais les deux continueront à fonctionner indépendamment jusqu'à la fin de 2018.
- TO était une société cotée dotée d'une solide équipe de direction qui privilégie un environnement de contrôle efficace, avec le soutien du comité d'audit de TO. Ainsi, en 2015, TO s'est dotée d'un code d'éthique. Ses employés ont suivi une séance de formation et ont subi un examen en ligne sur leur connaissance du code. Quelque 90 % d'entre eux ont obtenu une note de plus de 80 % lors de cet examen, et ceux qui ont échoué ont dû subir l'examen de nouveau jusqu'à ce qu'ils obtiennent une note de 80 %. Depuis, les employés sont tenus de signer une déclaration annuelle selon laquelle ils ont relu le code et le comprennent. Un processus semblable a été utilisé lors de la mise en vigueur du code d'éthique chez ELM. Toutefois, seulement 50 % des employés ont subi l'examen en ligne et, de ceux-ci, moins de 40 % ont obtenu la note de passage de 80 %. Beaucoup d'employés ne se sont pas donné la peine de reprendre l'examen, comme requis.
- Les pratiques d'embauche de TO sont très rigoureuses et comprennent une vérification des antécédents des candidats, de nombreuses entrevues et une vérification des références. Comme ELM n'avait pas de pratiques comparables en place, le processus d'embauche de TO a été implanté chez ELM. Toutefois, les employés déjà en poste chez ELM n'ont pas fait l'objet de tels contrôles.
- Chez TO, les primes de rendement sont établies à partir d'une combinaison d'indicateurs touchant le chiffre d'affaires, la rentabilité, les ressources humaines et la pénétration du marché. Les primes ne s'élèvent jamais à plus de 10 % de la rémunération totale d'un employé. Chez ELM, les primes de rendement sont calculées en fonction de la valeur totale de chaque contrat dans l'année où il est signé. En outre, les primes ne

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

sont pas plafonnées. Dans certains cas, les primes peuvent représenter près de 50 % de la rémunération totale des vendeurs les plus performants.

ANNEXE II

NOTES PRISES LORS DE LA RENCONTRE AVEC LE DIRECTEUR FINANCIER D'ELM

- Les activités de ELM sont plutôt simples. ELM conclut de très gros contrats (typiquement entre 20 et 30 par année) avec de grandes sociétés de construction pour la conception et la construction de machinerie lourde. Comme ELM veut avoir le plein contrôle sur la qualité du produit final, elle n'offre des services de conception que si on lui confie aussi l'exécution des travaux de construction connexes. Dans certains cas, les contrats portent sur des ensembles de machinerie complets qui peuvent prendre plusieurs années à construire, tester et installer, la plupart du temps sur base de budgets fixes. Les vendeurs d'ELM ont beaucoup de latitude et ne sont pas « freinés par toute la bureaucratie qui règne chez TO ». Les vendeurs d'ELM sont « leur propre patron » – ils consultent les ingénieurs pour l'établissement des prix, négocient les conditions des contrats et les prix de vente, les calendriers de paiement, les primes et les clauses de pénalité, etc. L'approbation de la haute direction n'est obligatoire que pour les contrats dont la valeur totale excède EUR 500.000. Toutefois, le directeur financier envisage de supprimer cette obligation, car elle retarde souvent les affaires.

- L'établissement des budgets pour les projets est très informel chez ELM : tant que la société continue à faire de l'argent, les résultats de chacun des contrats individuels ne sont pas vraiment importants. ELM a en place de bons systèmes d'évaluation de l'avancement des travaux et des coûts, fondés notamment sur des rapports d'ingénieurs, qui permettent aux vendeurs de suivre facilement la progression des travaux. Le directeur financier m'a laissé choisir l'un des contrats de ELM avec tous les rapports d'étape connexes pour que je puisse les examiner plus en détail et nous avons remarqué plusieurs erreurs de traitement comptable.

- Les accès ne sont pas différenciés par utilisateur du système comptable ; chaque utilisateur dispose d'un accès complet et peut modifier des écritures comptables. Le directeur financier justifie cette situation par le caractère entrepreneurial d'ELM et le grand degré de confiance qui règne entre et envers le personnel.

- ELM devra sans doute remplacer plusieurs des principaux éléments de ses installations de fabrication. L'usure du matériel de fabrication d'ELM est importante étant donné qu'il fonctionne normalement à pleine capacité. ELM amortit ce matériel linéairement sur 20 ans. ELM comptabilisera une perte sur le matériel en question puisqu'il n'a pas tout à fait 10 ans d'âge.

- Lors de ma visite des installations de fabrication de ELM, j'ai remarqué une grande aire d'entreposage contenant diverses pièces, ainsi que des écrous, boulons, rouleaux de fil de fer, etc. Le chef des finances m'a dit que ELM conserve en stock ces pièces et fournitures non utilisées provenant de projets de construction terminés « juste au cas où nous pourrions les utiliser un jour. Ces stocks sont inscrits dans nos comptes ».

Partie IV – Consolidation

CAS A.

Une société anonyme de droit luxembourgeois L, active dans le secteur de la grande distribution et filiale d'une société de droit suisse, détient les participations suivantes :

- 55% dans le capital de la société de droit allemand A
- 42% dans le capital de la société de droit belge B
- 27% dans le capital de la société de droit croate C

Ces pourcentages correspondent aux droits de vote détenus. Le groupe détient des centres commerciaux au sein desquels sont installés les supermarchés du groupe. Les autres espaces commerciaux de ces centres sont loués à des tiers.

Les actions de L sont négociées sur un marché réglementé d'un Etat membre, en l'occurrence la Bourse de Luxembourg.

Les différentes questions suivantes relatives à l'établissement des comptes consolidés se posent dans le cadre de votre mission de contrôle :

Question 13

La société L doit-elle établir des comptes consolidés ?

Expliquez les éléments susceptibles de déclencher l'obligation de consolidation pour une société de droit luxembourgeois et pour la société L en particulier ainsi que la/les exemptions susceptible(s) d'être invoquées par L pour éviter cette obligation ?

Selon quel(s) référentiel(s) comptable(s), L peut-elle/doit-elle établir ses comptes consolidés s'il y a lieu d'en établir ?

(5,0 points)

Question 14

A l'occasion de votre contrôle, vous constatez que la société L n'a pas mis en place de comité d'audit. Elle vous indique être exemptée de cette obligation en raison de la présence d'un comité d'audit au niveau de sa société mère ressortissant au droit suisse.

Qu'en pensez-vous ? Expliquez les conditions auxquelles la mise en œuvre de cette exemption est subordonnée. Cette exemption peut-elle être invoquée lorsque la société mère ne ressortit pas au droit d'un Etat membre de l'Union Européenne ?

Au cours de vos conversations à ce sujet avec la société L et compte tenu des demandes de plus en plus fréquentes adressées au comité d'audit de sa société mère relativement aux services non-audit, la société L vous demande, dans l'hypothèse où il serait nécessaire d'établir un comité d'audit au niveau de la société L, si ce comité d'audit pourrait approuver à l'avance une liste des services non-audit autorisés que votre cabinet pourrait prêter. Que lui répondez-vous ?

(5,0 points)

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

Concernant la participation de 42% détenue dans le capital de la société belge B, les faits suivants sont portés à votre connaissance :

- la société B a été constituée avec huit autres investisseurs. Ces autres associés sont des institutions financières ou des entreprises de capital à risque qui détiennent entre 1,6% et 14,5% des actions de la société B. La société B détient et gère des centres commerciaux. Dans chaque centre commercial géré par la société B, la société L détient un supermarché; le reste du centre commercial est détenu par la société B. La société B perçoit des revenus sous la forme de loyers des installations détenues et de frais de gestion mais aussi via l'acquisition et la cession d'actifs. En conséquence, les activités pertinentes de la société B consistent dans le développement immobilier, la gestion de centres commerciaux et l'acquisition et la cession d'actifs ;
- Toutes les décisions pertinentes de la société B sont prises par son conseil d'administration. Selon les statuts de la société B, la société L nomme un maximum de cinq administrateurs sur les douze membres du conseil. Un membre du conseil doit être indépendant et chacun des six actionnaires qui détient plus de 5% des actions nomme un administrateur. Certaines décisions telles que l'approbation du budget, la revue annuelle du business plan, les investissements et désinvestissements significatifs, l'émission d'instruments de dette, une fusion ou un transfert d'actifs requièrent une majorité des 2/3 et ne peuvent donc être prises contre la volonté de la société L. Aucun actionnaire n'a un droit spécifique et aucune convention n'a été signée entre les actionnaires.
- La société L considère qu'elle dispose d'un contrôle conjoint sur la société B car elle détient 42% des actions de la société B et peut dès lors exercer un droit de veto sur certaines décisions, ce qui signifie qu'un accord doit être trouvé entre la société L et certains autres actionnaires pour qu'une décision puisse être prise.

Question 15

Que pensez-vous du point de vue de la société L ?

Selon quelle méthode la société B doit-elle être incluse/consolidée dans les comptes consolidés de la société L ? Justifiez votre réponse.

(5,0 points)

Pour procéder à l'audit des comptes consolidés préparés par la société L, vous envisagez d'utiliser les travaux de réviseurs d'entreprises locaux afin de vérifier la valorisation des stocks au sein des différents supermarchés du groupe et d'autre part la juste valeur de certains des centres commerciaux au sein desquels sont installés les supermarchés du groupe.

Question 16

Expliquez sommairement le cadre normatif dans lequel s'inscrit le recours aux travaux d'autres réviseurs d'entreprises à l'occasion de l'audit de comptes consolidés.

Comment doit-il être fait état des risques les plus importants d'anomalies significatives et à qui ?

(4,0 points)

CAS B

Une de vos clientes, la société de droit luxembourgeois LUX dont l'activité consiste exclusivement à gérer des participations afin de générer un rendement sous forme de dividendes et de plus-values au profit des investisseurs dont elle a obtenu des fonds, évalue et apprécie la performance de ces participations sur la base de leur juste valeur.

Certaines de ces participations sont majoritaires et les sociétés dans lesquelles les participations sont détenues sont parfois elles-mêmes des sociétés mères. Il en est ainsi notamment d'une autre société de droit luxembourgeois dans laquelle une participation de 55% est détenue par votre cliente et qui est-elle-même une société mère.

Le directeur financier de votre cliente souhaite éviter d'établir des comptes consolidés en optant pour les normes IFRS adoptées conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales. Il a entendu en effet que ce référentiel contient une exemption de consolidation dont les entités d'investissement peuvent se prévaloir. Il souhaite de ce fait éviter les trop nombreuses informations exigées par la norme IFRS 12 *Disclosure of Interests in Other Entities*.

Question 17

Que pensez-vous de cette analyse du directeur financier de votre cliente ? Le référentiel IFRS prévoit-il un régime particulier en matière d'établissement de comptes consolidés par des entités d'investissement ? Dans l'affirmative, expliquez en quoi consiste ce régime particulier.

Si un tel régime particulier existe, comment le concilier avec l'obligation pour une société mère de droit luxembourgeois d'établir des comptes consolidés (art. 1711-1 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales) ?

Enfin, dans l'hypothèse où votre cliente devrait être qualifiée d'entité d'investissement, ses comptes pourraient-ils être utilisés pour dispenser sa filiale de droit luxembourgeois, par ailleurs elle-même société mère, de l'obligation d'établir des comptes consolidés (exemption de sous-consolidation) ?

(6,0 points)

Informal ENGLISH translation

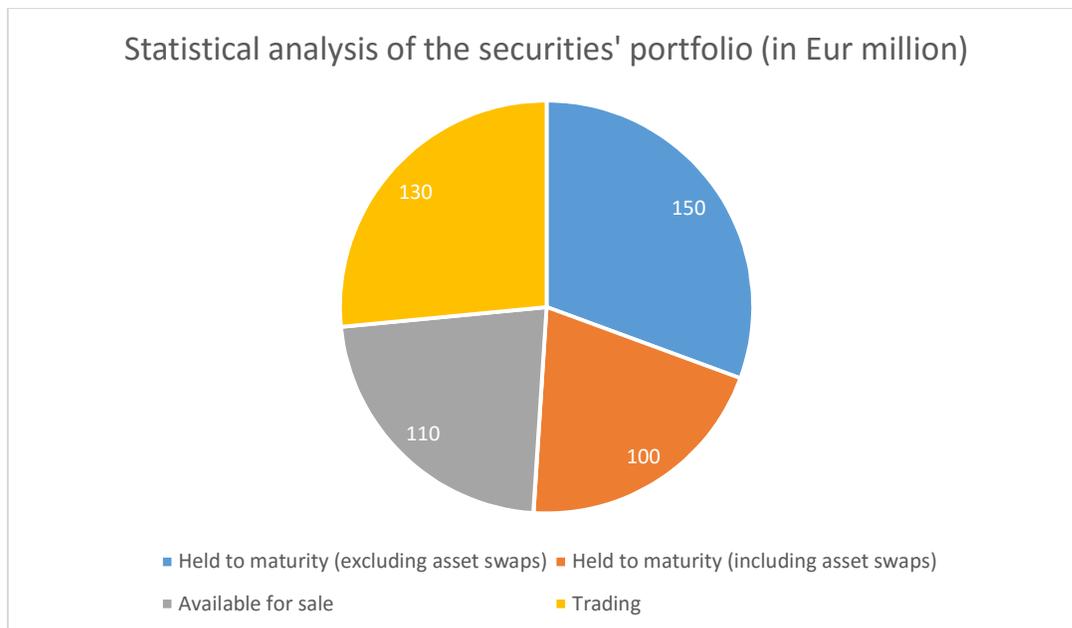
PART I - BANK

You are the auditor of the Luxembourg bank Investluxbank SA which prepares its annual accounts according to IFRS as adopted by the European Union.

The Bank has a significant trading activity and thus holds a portfolio which comprises:

- a portfolio of held-to-maturity securities consisting mainly of listed, top-tier, European bank and government bonds with at least an investment grade rating. Some of these positions are hedged by an IRS as part of Asset Swaps;
- a portfolio of available-for-sale securities consisting of bonds issued by corporate issuers without any specific investment rating and denominated in various currencies;
- a portfolio of held-for-trading securities consisting of mutual funds and listed shares.

Below is an analysis of the portfolios, prepared by your senior as part of the pre-audit work.



Question 1

- a) What are the main risks associated with trading activities?
- b) Which risks is the Bank most confronted with in the context of its specific activities?

(5,0 points)

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

Internal controls related to the trading activities are described in the Bank's procedures manual. This covers the following main aspects:

- The definition of functions and responsibilities as well as the relationships between the various operators, services and management;
- The designation of authorized instruments and the setting of the different limits as well as control thereof;
- The administrative processing of the various operations and the controls put in place;
- Accounting recognition and measurement of transactions.

In this context, transaction processing and the related controls are organized mainly around three distinct services:

- a Front Office which concludes the transactions on the market;
- a Middle Office ensuring control of these operations (risk monitoring, compliance with limits, etc.);
- a Back Office addressing the administrative treatment of these transactions, their correct settlement and the follow-up of the relationships with the custodians.

Question 2

As part of the audit of this trading activity and after consultation with your partner, you decide to implement an audit approach based largely on internal controls.

You are therefore asked to:

- a) prepare an audit plan to cover the key internal controls that allow you to build your audit assurance for this activity. In this context, you should focus on the following assertions: existence and valuation.

In addition, you will also need to:

- b) describe the additional work that you must carry out to cover the main regulatory provisions on which you have to express an opinion in the Long Form report.

(8,0 points)

Question 3

Your work on internal controls shows satisfactory results concerning the controls related to the existence of positions and the valuation of listed securities. Regarding the unlisted securities in the available-for-sale portfolio, a series of deficiencies were identified in relation to the regular updating of the valuations and the quality of the credit analyses of the issuers concerned.

In this context, you are asked to:

- a) explain succinctly the consequences, of the deficiencies identified, on the next steps of your audit; and
- b) develop an adapted substantive audit work program covering the assertions existence and valuation of the securities portfolio.

(8,0 points)

Question 4

Following the entry into force of IFRS 9 as of 1st January 2018, is the classification and valuation method of “available-for-sale portfolio” still possible?

What are the choices offered to the Bank and how will this impact their annual accounts?

(4,0 points)

PART II – AUDITING STANDARDS

You are the team member responsible for the audit of the accounts of the Luxembourg Company ABC. You have completed the fieldwork of the audit and have started to draft the “summary of conclusions” memo, which you intend to present to the signing partner for this assignment for discussion. During the audit work, the audit team and you have identified some matters that you will include in the “summary of conclusions” memo.

You have detected during the audit work that the company ABC has contracted with one of their clients to sell goods at a very favourable payment term and price conditions. This client is owned by a minority shareholder of the company ABC. This transaction was not disclosed to you by the management of the company ABC.

Question 5

The signing partner asks you to set out the following point in the “summary of conclusions” memo:

- What are the audit procedures that you carried out on this particular transaction?
- What are the additional audit procedures that you carried out following the discovery of this transaction?
- What communication to the management and to those in charge of governance would you recommend?
- Which disclosures relating to this transaction would you like to see in the notes to the accounts? In your response, you should outline the disclosures necessary to comply with IFRS and with Luxembourg GAAP?

(6,0 points)

During the audit of the last year’s accounts, an incident of fraud was detected by your audit team. The CFO of the company ABC had artificially overstated the revenue with a client at year end by recording sales invoices, which were subsequently cancelled in the following year. As the result of this, the signing partner and you concluded in the risk identification and planning phase that the risk of fraud within the company ABC was high.

Question 6

The signing partner asked you, before starting the audit, to pay particular attention to this risk of fraud. He now asks you to describe in the “summary of conclusions” memo the audit procedures completed during this year’s audit on the sales cycle.

You should outline in your response the procedures undertaken:

- Within the audit team
- With the management of the company ABC
- With those charged with governance
- To respond to the risk of “management override of controls”.

(5,0 points)

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

As part of your discussions during the audit, the management of the company ABC expressed their wish to set up an internal audit function within the company. The management of the company ABC would like that some parts of the external audit work could leverage off the conclusions and findings of the work of internal audit. The implementation of such an internal audit function does not affect the current year audit on the accounts.

Question 7

To enable him to continue the discussion with the management of the company ABC, the signing partner asks to you outline the following in the “summary of conclusions” memo:

- The conditions under which the work completed by the internal auditor can be used by the external auditor.
- The type of procedures that as an external auditor you would perform on the work of the internal auditor.
- Examples of procedures completed by internal audit that you could use as external auditor.
- The type of documentation that you would maintain in your audit file relating to the work of internal audit.

(5,0 points)

At the end of the fieldwork, you noted that the company ABC is in a difficult financial position. The closing balance sheet highlights a negative net equity with material financial debt and significant repayments due in the next two years. The management of the company ABC has prepared a financial plan designed to help you to assess the going concern of the entity.

Question 8

The signing partner asks you to address the following in the “summary of conclusions” memo:

- What audit procedures have you completed on the financial forecast prepared by management?
- What is the minimum period that the financial plan should cover?
- What are the implications on the audit opinion and on the notes to the accounts of the two following situations:
 - 1) the continuity of the operations is deemed appropriate?
 - 2) the continuity of the operations is deemed not appropriate?

The signing partner will assume the responsibility to decide between the choices available based the conclusions of the audit procedures completed

- What is the communication protocol and the content of such communication with those charged with governance on this matter?

(5,0 points)

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

The signing partner had asked you during the planning phase to be extremely attentive to the review of subsequent events. In fact, in past audits, some exceptions had been noted in the accounting and the disclosure of those subsequent events.

Question 9

He wishes that in the “summary of conclusions” memo you specifically explain:

- What types of procedures, including examples, have you completed during your audit on subsequent events?
- Which period should be covered by these procedures: before and after the accounts have been approved, before and after the audit opinion date.....

(4,0 points)

PART III - Aspects of internal control and governance in an operational company

Tout Outillage (TO) is a company listed on the Luxembourg Stock Exchange that distributes a range of light tools directly to customers in the construction sector. TO has been in existence for more than 20 years and has grown steadily thanks to the expansion of its product line. TO sells to customers from all over Europe (except in Germany, where the group has never managed to get into the marketplace) from its only establishment, located in Steinsel. It has a turnover of MEUR 80 and has 800 employees.

The shares of TO, after a takeover bid by a group of international investors, are no longer listed on the stock market since June 2017. Shortly after becoming a private company, in September 2017, TO acquired the French company Equipement Lourd sur Mesure (ELM), a company that manufactures customized heavy machinery (cranes, mining equipment, etc.). This is an important acquisition for TO which has allowed it to double its turnover, its assets and the number of employees (without unfortunately improving its presence in Germany). The acquisition of ELM was financed 50% by a bond issued on the regulated market of the Luxembourg Stock Exchange (date of listing: September 15, 2017).

We are in mid-November and you are assigned to the TO audit and have been invited by the partner to attend a meeting with the Chief Executive of TO, Mr. Luigi Executive. The purpose of the meeting is to discuss the implications of the acquisition of ELM for TO and its activities and to assess the impact on your end-of-year audit work.

During the meeting, Mr. Executive confided that he knew that the rapid acquisition of ELM by TO could present some risks, due to the lack of time to carry out a complete and detailed due diligence. At the time, rumors of competing offers were circulating and TO was keen to acquire ELM. Mr. Executive also admits that he fears that the integration of ELM activities with those of TO will be a little difficult. While both companies are active in the construction industry, manufacturing of customized heavy machinery is very different from TO's distribution activities. Mr. Executive admits that he finds some of the ELM contracts difficult to understand.

In addition, ELM's corporate culture seems to be very unsophisticated and entrepreneurial, which is very different to TO's philosophy of strong leadership and compliance with policies, which is the tone set by senior management and the audit committee. Mr. Executive also mentioned that TO's Board of Directors and its Audit Committee share his views. In addition to entrusting you with the audit of the year-end accounts as at December 31, 2017, the audit committee agreed to ask your firm to immediately prepare a preliminary assessment of ELM's control environment and make recommendations to improve it. The detailed notes you made at the meeting are reproduced in Appendix I.

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

When you return to the office, the partner suggests that you arrange a meeting with ELM's CFO. Two days later, you meet with the CFO to get a better understanding of ELM's activities. It is obvious from the beginning that the way the CFO sees the business is very different from what you are used to at TO. When you ask him about the process of obtaining contracts and how ELM accounts for complex contracts, he gives you a brief overview, but quickly veers towards the excellent profits of ELM. He tells you: "*At ELM, it's the bottom line that counts. The way we get there is less important. That is why the people at TO were so keen to buy us. They know we make money ... full stop.*" During this meeting, you took the detailed notes reproduced in Appendix II.

Question 10

a) The next day, you meet the partner and summarize your conversation with the CFO of ELM. In view of comments made, she asks you to prepare a **memo** for Mr. Executive's attention that lists all the **internal control weaknesses** identified, the **risks** they pose and the **recommendations** to improve internal control.

b) Regarding the audit, given the similar size of TO and ELM, Mr. Executive proposes to **simply double your budget** compared to the audit of ELM alone. What is your opinion?

(15,0 + 3,0 = 18,0 points)

Question 11

Mr. Executive had two specific further requests, which he sent to you on June 15, 2017 by email:

a. Concerned to ensure that the deadline for completing the audit is met, he proposes to **make part of the audit budget** on your firm conditional upon issuing the audit reports **before March 15 of each year**. He envisages that 30% of the audit budget could be made variable in this way such that you would receive 100% of the budget if the audit report is issued before March 15, with a 10% discount for each week of delay with a floor set at 70%.

b. In ELM's business sector, there is a small German niche player that Mr Executive would like to acquire. He offers to **engage the Corporate Finance / M&A team of the German firm of your network** to advise regarding this acquisition and he would like to motivate this team by proposing success fees with a commission rate whereby the lower the acquisition price the higher the commission would be. The engagement should begin immediately and the deal should be completed before the end of the year.

Your partner asks you to look into both questions and prepare a written response for Mr. Executive. (2x2 = 4 points)

(2,0 + 2,0 = 4,0 points)

Question 12

Finally, Mr. Executive tells you that, as the shares of TO are no longer listed, he plans to propose to the Board of Directors **to abolish the audit committee from 1 January 2018**. In addition, he tells you: *"You can also enjoy a glass of champagne tonight with the partner because the rules of independence of the European regulation established under Commissioner Barnier are no longer applicable. We can therefore work together more often in the future on engagements other than financial audits!"*

How would you reply to Mr. Executive?

(3,0 points)

APPENDIX I

TO – NOTES TAKEN IN THE MEETING WITH Mr. EXECUTIVE

- TO and ELM are largely independently managed, and both companies have different IT and accounting systems. Mr. Executive looks forward to integrating the management of both companies in the future, but both will continue to operate independently until the end of 2018.
- TO was a publicly traded company with a strong management team that favors an effective control environment, which was also pushed by TO's Audit Committee. Thus, in 2015, TO adopted a code of ethics. Employees attended a training session and underwent an online exam of their knowledge of the code. Some 90% scored more than 80% on this exam, and those who failed had to re-sit it until they scored 80%. Since then, employees are required to sign an annual declaration that they have read the code and understand it. A similar process was used when the code of ethics was implemented at ELM. However, only 50% of employees completed the online exam and out of these, less than 40% achieved the 80% pass mark. Many employees did not bother to retake the exam as required.
- TO's hiring practices are very rigorous and include a background check of candidates, numerous interviews, and a reference check. As ELM did not have comparable practices in place, TO's hiring process was implemented at ELM. However, historic ELM employees have not been subject to such controls.
- At TO, bonuses are based on a combination of indicators of revenue, profitability, human resources and market penetration. Premiums never exceed 10% of an employee's total compensation. At ELM, performance bonuses are calculated based on the total value (topline) of each contract in the year it is signed. In addition, bonuses are not capped. In some cases, bonuses can account for almost 50% of the total compensation of the best performing sellers.

APPENDIX II

NOTES TAKEN DURING THE MEETING WITH ELM'S CFO

- The activities of ELM are rather simple. ELM enters into very large contracts (typically between 20 and 30 per year) with large construction companies for the design and construction of heavy machinery. As ELM wants to have full control over the quality of the final product, it offers design/conception services only if it is also entrusted with the execution of the related construction work. In some cases, contracts are for complete machinery packages that can take several years to build, test and install, most of the time based on fixed budgets. ELM vendors have a lot of latitude and are not "*hampered by all the bureaucracy that reigns in TO*". ELM sales personnel are "their own boss" - they consult engineers for pricing, negotiate contract terms and sales prices, payment schedules, bonuses and penalty clauses, and so on. Senior management approval is only required for contracts with a total value exceeding EUR 500,000. However, the CFO is considering removing this requirement as it often delays business.
- Budgeting for projects is very informal at ELM: as long as the company continues to make money, the bottom-line contribution of each individual contract is not really important. ELM has good systems in place to track the advancement of the project and the related costs incurred, based on reports from ELM's engineers, which make it easy for sales personnel to track progress. The CFO let me choose one of ELM's contracts with all related progress reports so that I could review them in more detail and we identified several accounting errors.
- Access to the accounting system is not differentiated by user; each user has full access and can edit accounting entries. The CFO justifies this situation by the entrepreneurial character of ELM and the high degree of trust between staff and of staff.
- ELM will likely need to replace many of the major components of its manufacturing facilities. The wear and tear on ELM's manufacturing equipment is significant as it normally operates at full capacity. ELM depreciates this equipment on a straight-line basis over 20 years. ELM will record a loss on the equipment in question since it is not quite 10 years old.
- During my visit to ELM's manufacturing facilities, I noticed a large storage area containing various parts, as well as nuts, bolts, wire rolls, and so on. The CFO told me that ELM is stocking these unused parts and supplies coming from completed construction projects "just in case we could use them one day. These items of stock are recorded in our accounts".

PART IV – CONSOLIDATION

CAS A.

A Luxembourg public limited company L, which is active in the mass market distribution sector and is a subsidiary of a Swiss company, holds the following interests:

- 55% in the capital of German company A
- 42% in the capital of Belgian company B
- 27% in the capital of Croatian company C

These percentages correspond to the voting power held. The group owns commercial centres in which the group's supermarkets are located. The other commercial spaces within these centres are leased to third parties.

L's shares are traded on a regulated market of a Member State, in this instance the Luxembourg Stock Exchange.

The following questions relating to the preparation of the consolidated accounts arise within the framework of your audit mission:

Question 13

Is company L required to prepare consolidated accounts?

Explain the elements likely to trigger the consolidation obligation for a Luxembourg company as well as the exemptions likely to be invoked by L to avoid this obligation.

In accordance with which accounting standard(s) can/must L prepare its consolidated accounts if it is necessary to do so?

(5,0 points)

Question 14

On the occasion of your audit, you discover that company L has not set up an audit committee. It informs you that it is exempt from this obligation by virtue of the presence of an audit committee at the level of its parent company governed by Swiss law.

What do you think? Explain the conditions under which this exemption can be applied. Can this exemption be invoked if the parent company is not governed by the law of a Member State of the European Union?

During your conversations on this subject with company L and taking into account the increasingly frequent requests addressed to the audit committee of its parent company in relation to non-audit services, company L asks you, in the event that it would be necessary to establish an audit committee at the level of company L, whether this audit committee could approve in advance a list of authorised non-audit services which could be provided by your firm.

(5,0 points)

Luxembourg, le 27 & 28 Septembre 2018

As regards the 42% interest held in the capital of the Belgian company B, the following facts have been brought to your attention:

- Company B was created together with eight other investors. The other partners are either financial institutions or venture capitalists that own between 1.6% and 14.5% of company B's shares. Company B owns and manages commercial centres. In each commercial centre managed by company B, company L owns a supermarket; whereas the rest of the commercial centre is owned by company B. Company B earns revenue through rental of the owned premises and management fees as well as through acquisition and disposal of assets. Therefore, company B's relevant activities are property development, the management of commercial centres, and the acquisition and disposal of assets.
- All significant decisions of company B are taken by its board of directors. According to the bylaws of company B, company L nominates a maximum of 5 of the 12 board members. One board member should be independent and each of the six shareholders that hold more than 5% of the shares nominates one board member. Some decisions, such as the approval of the budget, annual review of the business plan, significant investments or divestments, financial debt issuance or merger or transfer of assets require a 2/3 majority and thus cannot be taken against the will of company L. No shareholder has any specific right and no shareholder agreement was signed.
- Company L considers it has joint control over company B because it holds 42% of company B's shares and therefore has a veto right on some decisions, which means that an agreement has to be found between company L and some other shareholders for a decision to be taken.

Question 15

What do you think of company L's point of view?

According to which method must company B be included/consolidated in the consolidated accounts of company L? Justify your answer.

(5,0 points)

To perform the audit of the consolidated accounts prepared by company L, you are considering using the services of local auditors in order to verify the valuation of stock within the various supermarkets of the group as well as the fair value of certain commercial centres in which the group's supermarkets are located.

Question 16

Explain briefly the normative framework for using the services of other auditors during the audit of consolidated accounts.

How should the most significant risks of material anomalies be reported and to whom?

(4,0 points)

CAS B

One of your clients, Luxembourg company LUX, whose activity involves exclusively managing interests in order to generate a profit in the form of dividends and capital gains for the benefit of the investors from which it has obtained funds, evaluates and assesses the performance of these interests on the basis of their fair value.

Some of these interests are majority interests and the companies in which the interests are held are sometimes themselves parent companies. This is notably the case as regards another company governed by Luxembourg law in which an interest of 55% is held by your client and which is itself a parent company.

The finance director of your client wishes to avoid preparing consolidated accounts by opting to apply IFRS as adopted in accordance with Regulation (EC) No 1606/2002 of the Parliament and the Council of 19 July 2002 on the application of international accounting standards. He understood that this framework contains an exemption from consolidation which investment entities may use. In this way he wishes to circumvent the excessively numerous items of disclosure required by IFRS 12 *Disclosure of Interests in Other Entities*.

Question 17

What do you think of this analysis by the finance director of your client? Does IFRS foresee a special regime for the establishment of consolidated accounts by investment entities? If yes, explain what this special regime consists of.

If such a special regime exists, how do you reconcile this with the obligation of a parent company governed by Luxembourg law to prepare consolidated accounts (Art. 1711-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies)?

Finally, in the event that your client does qualify as an investment entity, could its accounts be used to exempt its Luxembourg subsidiary, which is itself a parent company, from the obligation to prepare consolidated accounts (sub-consolidation exemption)?

(6,0 points)